

NATIONS UNIES



Distr.
GENERALE

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



CONSEIL
DE SÉCURITÉ

A/38/98
S/15626
28 février 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

MAR 3 1983

UN/SA COLLECTION CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Points 23 et 37 de la liste préliminaire*
LA SITUATION AU KAMPUCHEA
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET DE
LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

Lettre datée du 25 février 1983, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de
la République démocratique populaire lao auprès de l'Organisation
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement et au nom de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte des deux déclarations publiées à l'issue de la Conférence au sommet entre la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam, qui s'est tenue les 22 et 23 février 1983 à Vientiane (Laos).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de ces déclarations comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 23 et 37 de la liste préliminaire, et du Conseil du sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim de
la Mission permanente de la
République démocratique populaire lao
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(Signé) Xaynhonh KHAMMAVONG

* A/38/50.

ANNEXE I

DECLARATION PUBLIEE A L'ISSUE DE LA CONFERENCE AU SOMMET
ENTRE LE LAOS, LE KAMPUCHEA ET LE VIET NAM

La Conférence au sommet entre la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam, qui s'est tenue à Vientiane les 22 et 23 février 1983, a permis de procéder à un échange de vues sur la situation dans les trois pays et dans le reste du monde. Les participants à la Conférence ont examiné les moyens de renforcer la solidarité et la coopération dans tous les domaines pour contribuer à l'édification du socialisme et à la défense de la nation dans leurs pays respectifs. Les trois parties ont publié la déclaration suivante :

I

Au fil des générations, les peuples lao, kampuchéen et vietnamien ont toujours entretenu des rapports de bon voisinage et ont constamment renforcé leurs liens d'amitié dans le cadre de la lutte menée par chacun pour le droit à l'existence et au développement.

Dans le passé, les forces colonialistes, militaristes, impérialistes et expansionnistes sont intervenues dans les trois pays de l'Indochine et en ont fait les victimes de leur politique d'agression. Les agresseurs d'aujourd'hui, comme ceux d'autrefois, considèrent les trois pays comme le théâtre global de leurs agressions, se servant de l'un comme tremplin pour envahir les deux autres et semant la zizanie entre eux afin de les dominer tous les trois.

L'histoire de la lutte menée par les trois peuples, en particulier depuis que le grand président HO CHI MINH a placé la révolution dans les trois pays d'Indochine sous le flambeau du marxisme-léninisme et depuis la fondation du parti communiste indochinois - prédécesseur du parti révolutionnaire du peuple lao, du parti populaire révolutionnaire du Kampuchea et du parti communiste vietnamien - montre que l'alliance militante qu'ils ont conclue est une loi du progrès révolutionnaire dans les trois pays et l'un des principaux éléments qui leur ont permis d'écraser tous leurs ennemis et de reconquérir leur indépendance et leur liberté. Chaque fois que la solidarité est compromise, l'indépendance de chaque pays est en danger. La trahison de la clique de Pol Pot, à la solde des forces réactionnaires qui composent les cercles dirigeants de Beijing, a porté un coup sérieux à la solidarité entre les trois peuples, causé au peuple kampuchéen des souffrances horribles par suite du génocide et de l'intervention des forces expansionnistes et réactionnaires, détruit les réalisations de la révolution kampuchéenne et menacé l'indépendance et la sécurité du Laos et du Viet Nam.

Sous la direction du parti révolutionnaire authentique de chaque pays, les trois peuples ont restauré leur solidarité primordiale en payant de leur propre sang, et lui ont donné une dimension nouvelle. A l'heure actuelle, ils coopèrent et s'entraident mutuellement pour mener à bien, côte à côte, l'édification et la défense de la nation socialiste, participant ainsi à la lutte commune des peuples pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

II

A l'heure qu'il est, les expansionnistes et les hégémonistes chinois n'ont pas encore renoncé à leurs visées agressives et annexionnistes contre les trois pays. Ils n'ont pas non plus abandonné leurs multiples activités de sabotage contre les révolutions lao, vietnamienne et kampuchéenne, visant à faire de ces pays un tremplin qui permette à la Chine d'étendre son hégémonie sur l'ensemble de l'Asie du Sud-Est.

La situation actuelle et les tâches à accomplir exigent de la part des trois peuples d'Indochine une solidarité et une coopération plus étroites dans tous les domaines. Ayant cet impératif présent à l'esprit, les trois parties se sont engagées à :

1. Promouvoir la solidarité et la coopération entre les trois pays pour qu'ils s'entraident dans le processus d'édification et de défense de la nation, favorisant ainsi la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le reste du monde sans porter ombrage à aucun autre pays.
2. Renforcer constamment la solidarité et la coopération entre les trois pays, sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme socialiste. Tous les problèmes concernant les relations entre les trois pays seront réglés par voie de négociation, selon les principes du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale mutuelles, de la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun des autres États, de la compréhension mutuelle et du respect des intérêts légitimes des trois peuples et de chacun d'entre eux.
3. Développer la coopération et l'entraide à long terme dans tous les domaines sur une base bilatérale ou trilatérale, dans un esprit d'amitié, de fraternité et de libre consentement et suivant le principe de l'égalité et de l'avantage mutuel.
4. Renforcer la solidarité entre les trois peuples pour déjouer toute manœuvre des ennemis visant à entraîner leur division et faire échec à toute manifestation de chauvinisme et de nationalisme borné de la part des grandes puissances; éduquer sans relâche les peuples des trois pays pour leur faire prendre pleinement conscience des rapports traditionnels d'amitié et des liens privilégiés qui les unissent et les prévenir contre toute activité pouvant porter préjudice à cette amitié.

Les principes susmentionnés, qui régissent les relations entre les trois pays d'Indochine, répondent aux intérêts des trois peuples, s'accordent avec leur longue tradition de solidarité et d'amitié et sont en outre conformes à l'esprit des accords internationaux sur l'Indochine et aux principes de la Charte des Nations Unies et du Mouvement des non-alignés.

Ces principes conduisent les trois parties à convenir de ce qui suit :

1. La Conférence au sommet du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam sera convoquée après que les dirigeants des trois pays se seront consultés par le biais de conférences entre les ministres des affaires étrangères des trois pays.

2. La Conférence des ministres des affaires étrangères du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam se tiendra deux fois par an en vue de régler tous les problèmes concernant les relations entre les trois pays qui pourront se poser dans l'intervalle entre deux conférences au sommet.

3. Un comité pour la coopération économique du Laos, du Kampuchea et du Viet Nam sera créé dans chaque pays en vue de promouvoir la coopération économique et la coordination des plans nationaux de développement économique. Les trois comités nationaux se réuniront deux fois par an.

4. Chaque fois qu'il sera possible de le faire, des commissions seront mises en place pour favoriser la coopération entre les trois pays dans les différents secteurs de l'économie, de la culture, des sciences et de la technologie, des sports, de l'éducation physique, etc.

5. La présente déclaration ne modifie en rien les traités et les accords bilatéraux ou multilatéraux signés par chacun des trois pays.

III

Liés par une profonde amitié, des rapports de solidarité privilégiés et une pleine et entière coopération, forts de l'appui solidaire de l'Union soviétique et des pays socialistes et de leur coopération multiforme avec eux, unis aux pays non alignés et aux forces de paix et de progrès du monde entier, les trois pays d'Indochine ont surmonté les épreuves les plus terribles, remporté des victoires éclatantes, comme ils le font actuellement et activement participé à la lutte pour la réalisation des objectifs communs de notre époque que sont la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social.

Les trois peuples d'Indochine, qui ont subi plus de 30 années de guerre acharnée ne souhaitent rien plus ardemment que la paix nécessaire pour assurer le développement et la prospérité de leur pays. Ils sont résolus à se joindre aux pays socialistes, aux pays non alignés et aux peuples progressistes épris de paix du monde entier qui luttent pour la défense et la consolidation de la paix, contre la course aux armements et pour le désarmement et la détente internationale. Ils accueillent avec la plus grande satisfaction et appuient sans réserve les initiatives de paix de l'Union soviétique et des pays socialistes, notamment les propositions récemment avancées lors de la réunion du comité politique consultatif des pays du Pacte de Varsovie, tenue à Prague en janvier 1983.

Les trois pays d'Indochine s'emploieront sans relâche à resserrer les liens qui les unissent à l'Union soviétique et aux pays socialistes et à intensifier leur coopération multiforme avec ces pays et ils s'efforceront de contribuer à la consolidation de la communauté socialiste dont l'Union soviétique est le pilier. Ils apportent leur appui actif aux mouvements de libération nationale et d'indépendance d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, soutiennent la lutte que les classe laborieuse mènent pour assurer leur bien-être et l'exercice de leurs droits démocratiques, ainsi que la lutte des peuples en faveur de la paix. Ils sont fermement décidés à intensifier leur coopération avec les pays non alignés dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme,

l'expansionnisme et l'hégémonisme, le racisme, le sionisme et l'apartheid, et pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial sur des fondements justes et rationnels. Ils accueillent chaleureusement la septième Conférence au sommet des pays non alignés qui se tiendra à New Delhi en mars 1983 et sont convaincus que son succès contribuera dans une large mesure à l'intensification de la lutte commune en faveur de la paix, de l'indépendance nationale et du progrès social dans le monde.

Les trois pays d'Indochine sont disposés à entretenir de bonnes relations avec leurs voisins ainsi qu'avec les pays dont le système politique et social est différent du leur, en se fondant sur les principes de la coexistence pacifique.

Les trois peuples d'Indochine sont unis par des liens d'amitié séculaires au peuple chinois et ont toujours chéri cette amitié traditionnelle. L'assistance mutuelle que les trois peuples indochinois et le peuple chinois se sont prêtée au cours de leur lutte en faveur de la révolution est une réalité historique qui ne saurait être niée. Les trois pays d'Indochine ne sont pas responsables de l'état anormal des relations que la République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam entretiennent actuellement avec la République populaire de Chine. Fidèles à leur politique, les trois pays ne ménageront aucun effort pour rétablir des relations normales avec la République populaire de Chine sur la base d'une coexistence dans la paix, dans leur propre intérêt et dans celui du peuple chinois.

La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam ont systématiquement adopté une politique de paix, d'amitié et de bon voisinage vis-à-vis des pays de l'ANASE, ce en dépit des obstacles que les réactionnaires internationaux ont créés ces dernières années. Les faits ont montré que les relations d'amitié et de coopération entre les pays d'Indochine et ceux de l'ANASE revêtent beaucoup d'importance pour le maintien de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est. Ces pays devraient régler tous leurs différends par voie de négociation, dans un esprit de bon voisinage et coexister dans un climat de paix, de coopération et d'amitié. Ils ne devraient pas laisser des pays tiers s'interposer et les diviser ou utiliser le territoire de l'un d'entre eux contre un autre; il faudrait par contre qu'ils oeuvrent ensemble à instaurer la paix, la stabilité et la coopération en Asie du Sud-Est.

Touchant leur amitié avec le peuple américain, les trois pays d'Indochine expriment le désir d'entretenir avec les Etats-Unis des relations normales fondées sur l'égalité, le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ainsi que la non-ingérence dans les affaires intérieures de chacun des pays.

Les trois peuples d'Indochine expriment leur sincère gratitude à l'Union soviétique, aux pays socialistes frères, aux pays non alignés, aux organisations internationales et à leurs amis des cinq continents pour l'assistance et l'appui précieux qu'ils ont apportés à leur juste cause, et sont convaincus qu'ils leur apporteront une assistance et un appui encore accrus dans l'avenir.

Les trois peuples d'Indochine mènent aujourd'hui leur combat avec plus d'acharnement et dans une perspective plus favorable que jamais malgré les difficultés et les problèmes complexes auxquels ils se heurtent. Brandissant la

bannière de la paix et de l'amitié, renforçant leur solidarité, les trois peuples d'Indochine ne doutent pas qu'ils parviendront à surmonter toutes les difficultés et à traverser toutes les épreuves, allant de l'avant pour remporter de nouvelles victoires plus éclatantes encore dans l'édification et la défense de leurs patries bien-aimées, et apportant ainsi une contribution louable à la lutte en faveur de la paix, de l'indépendance nationale, de la démocratie et du progrès social en Asie du Sud-Est et dans le monde entier.

VIENTIANE, le 23 février 1983

/...

ANNEXE II

DECLARATION CONCERNANT LA PRESENCE DE VOLONTAIRES DE L'ARMEE VIETNAMIENNE AU KAMPUCHEA

Au cours de leur longue lutte pour l'indépendance et la liberté, les peuples des trois pays d'Indochine ont toujours été étroitement unis, s'aidant mutuellement et luttant côte à côte contre des ennemis communs. A deux reprises, des volontaires vietnamiens ont lutté au Kampuchea, aux côtés des forces armées populaires kampuchéennes, contre les agressions des colonialistes français et des impérialistes américains, et ils se sont retirés après que ces agressions ont été repoussées.

Après la défaite des Etats-Unis en Indochine en 1975, des éléments réactionnaires appartenant aux cercles dirigeants de Beijing ont ouvertement mené une politique hostile à l'égard des trois pays d'Indochine : ils ont organisé le génocide du peuple kampuchéen par l'intermédiaire de la clique de Pol Pot, lancé une guerre d'agression contre le Viet Nam et saboté l'indépendance et la sécurité du Laos, pour essayer d'annexer les trois pays d'Indochine et de s'en servir comme tremplins pour leur expansion en Asie du Sud-Est. Fidèles à la solidarité militante qui unit traditionnellement les peuples et les forces armées révolutionnaires du Kampuchea et du Viet Nam, exerçant leur droit sacré à l'autodéfense et répondant à l'appel du Front uni national pour le salut du Kampuchea, des volontaires de l'armée vietnamienne ont à nouveau rejoint les rangs du peuple et des forces armées révolutionnaires du Kampuchea, avec lesquels ils ont renversé le régime criminel de Pol Pot, déjouant ainsi les plans de la Chine.

Après l'expulsion de la clique de Pol Pot, ces éléments réactionnaires des cercles dirigeants de Beijing, en collusion avec les impérialistes des Etats-Unis et d'autres forces réactionnaires, ont poursuivi leur politique d'hostilité à l'égard des trois pays d'Indochine. Ils ont déclenché une guerre d'agression contre le Viet Nam en février 1979, se servant du territoire thaïlandais comme d'un refuge pour les survivants de la bande de Pol Pot et d'autres éléments réactionnaires khmers qui y sont instruits et armés en vue de s'infiltrer au Kampuchea pour y perpétrer des actes de destruction et de subversion et empêcher le renouveau du peuple kampuchéen; ils multiplient en outre les provocations, ne cessent d'augmenter les tensions le long des frontières entre la Thaïlande et le Kampuchea, la Thaïlande et le Laos et la Chine et le Viet Nam, et mènent une guerre de sabotage multiforme contre les pays indochinois, compromettant ainsi la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est.

Dans ces conditions, et conformément au Traité de paix, d'amitié et de coopération signé en février 1979 par le Kampuchea et le Viet Nam, le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea a demandé à des volontaires de l'armée vietnamienne de rester au Kampuchea pour s'acquitter de leurs obligations internationales et aider le peuple et les forces armées du kampuchea à mener à bien l'édification de la nation et à se défendre contre toute intervention des éléments réactionnaires des cercles dirigeants de Beijing et d'autres forces réactionnaires. La présence de volontaires de l'armée vietnamienne au Kampuchea répond aux intérêts et aux aspirations profondes du peuple kampuchéen et elle est pleinement conforme aux principes du Mouvement des non alignés et de la Charte des Nations Unies touchant le droit des nations à s'entraider aux fins de se défendre.

Dans le passé, des volontaires de l'armée vietnamienne, unis aux forces armées du Kampuchea et du Laos, sont sortis victorieux des guerres d'agression menées par les colonialistes et les impérialistes contre les trois pays indochinois, et ont ainsi éliminé l'origine des menaces qui pesaient sur la paix et la sécurité des peuples de l'Asie du Sud-Est. Récemment, on les a envoyés pour la troisième fois au Kampuchea; cette démarche est une manifestation de solidarité et d'assistance mutuelle rendue nécessaire par le danger d'une intervention et d'une agression extérieures et ne constitue une menace pour aucun pays. C'est à la demande de la République populaire du Kampuchea que des volontaires de l'armée vietnamienne se trouvent actuellement au Kampuchea et c'est à sa demande qu'ils rentreront chez eux.

La présence de volontaires vietnamiens au Kampuchea au cours des quatre dernières années a contribué à déjouer les menées des éléments réactionnaires des cercles dirigeants de Beijing agissant en collusion avec les impérialistes des Etats-Unis et d'autres forces réactionnaires. En peu de temps, le peuple kampuchéen, faisant preuve d'intelligence, de courage et de créativité, a progressé à grands pas sur la voie de la reconstruction et de la défense nationales; les forces armées kampuchéennes n'ont cessé de se renforcer. La République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam sont fermement résolues à resserrer leurs liens de solidarité et à intensifier leur coopération en vue de défendre la paix et la sécurité des trois pays d'Indochine. Fidèles à la position qu'ils ont arrêtée en ce qui concerne la présence des volontaires vietnamiens au Kampuchea, et compte tenu de la situation actuelle, le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea et le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam sont convenus de ce qui suit :

1. Tous les volontaires de l'armée vietnamienne se retireront du Kampuchea lorsque la menace imposée par les éléments réactionnaires des cercles dirigeants de Beijing et d'autres forces réactionnaires aura complètement disparu, qu'il aura été mis fin à l'utilisation du territoire thaïlandais contre la République populaire du Kampuchea ainsi qu'à tout soutien à la clique de Pol Pot et aux autres réactionnaires khmers, et que la paix et la sécurité du Kampuchea seront assurées, notamment le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande.

2. Une décision relative au retrait d'une partie des volontaires de l'armée vietnamienne se trouvant au Kampuchea sera prise, compte dûment tenu de la sécurité du pays.

3. Outre les retraits effectués en 1982, un certain nombre d'unités de volontaires vietnamiens seront retirées du Kampuchea en 1983.

4. Au cas où l'on tirerait parti du retrait des volontaires de l'armée vietnamienne se trouvant au Kampuchea pour menacer la paix et la sécurité du pays, le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea engagerait des consultations avec le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, conformément aux dispositions du Traité de paix, d'amitié et de coopération signé entre les deux pays.

Le peuple kampuchéen gardera éternellement la mémoire des services rendus par les volontaires (officiers et soldats) de l'armée vietnamienne qui, guidés par un noble esprit d'internationalisme, n'ont reculé devant aucun sacrifice pour aider le

peuple kampuchéen dans sa lutte contre l'intervention de forces réactionnaires extérieures et de leurs acolytes - à savoir la clique génocide de Pol Pot et autres réactionnaires khmers - et ont ainsi créé des conditions favorables au renouveau du peuple kampuchéen et à la reconstruction nationale.

La République démocratique populaire lao accueille chaleureusement la décision susmentionnée de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam et y voit un gage de bonne volonté et une nouvelle contribution importante à la paix et à la sécurité des trois pays d'Indochine et à la paix et à la stabilité de l'Asie du Sud-Est. Le Gouvernement de la République populaire du Kampuchea réaffirme sa volonté résolue d'édifier un Kampuchea indépendant, pacifique et non aligné. Il déclare une fois de plus que les Kampuchéens qui se trouvent dans les rangs de la clique de Pol Pot et d'autres cliques réactionnaires khmères, ou qui collaborent directement ou indirectement avec elles contre le renouveau du peuple kampuchéen, favorisant ainsi les visées hégémoniques de la clique réactionnaire des cercles dirigeants de Beijing et des forces réactionnaires internationales, jouiront de tous les droits des citoyens, y compris le droit de se porter candidat et de voter lors d'élections libres, ainsi que le stipule la Constitution, s'ils quittent les forces de Pol Pot et autres forces réactionnaires khmères, cessent de collaborer avec elles et respectent la Constitution de la République populaire du Kampuchea. Des observateurs étrangers seront invités à assister aux élections libres au Kampuchea.

La République démocratique populaire lao et la République socialiste du Viet Nam apprécient au plus haut point cette politique judicieuse de la République populaire du Kampuchea.

La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea et la République socialiste du Viet Nam ont pour souci permanent de rechercher la paix, l'amitié et la coopération des pays voisins et de tous les autres pays. Dans cet esprit, ils proposent une fois encore de conclure des traités de non-agression et de normaliser les relations avec la Chine et les pays de l'ANASE sur la base des principes de la coexistence pacifique, et d'organiser une conférence internationale sur l'Asie du Sud-Est en vue de résoudre les problèmes relatifs à la paix et à la stabilité de la région. Le Laos, le Kampuchea et le Viet Nam sont convaincus que si toutes les parties intéressées font les efforts nécessaires, l'Asie du Sud-Est, qui connaît des tensions depuis plus de 30 ans maintenant deviendra une zone de paix, de stabilité, d'amitié et de coopération, sans bases militaires étrangères, sans troupes étrangères et sans intervention étrangère, conformément aux intérêts et aux aspirations des peuples de l'Asie du Sud-Est et du monde entier.

VIENTIANE, le 23 février 1983